

Il faut améliorer l'accès aux médicaments de première nécessité

Partage international n° 145 - Septembre 2000

par Gro Harlem Brundtland

En ce début du XXI^e siècle, 1/3 de la population mondiale n'a pas accès aux médicaments indispensables à sa santé. Dans les parties les plus pauvres d'Afrique et d'Asie, ce chiffre dépasse 50 %. Il est scandaleux qu'une petite minorité de riches puisse utiliser les médicaments importants tandis que des millions d'autres personnes, qui en ont besoin, sont obligés de s'en passer.

Selon les derniers chiffres de l'OMS (Organisation mondiale de la santé), 10,3 millions d'enfants de moins de cinq ans sont morts l'an dernier dans les pays en développement. Environ 8,6 millions de ces décès étant le fait de maladies transmissibles, de carences alimentaires et de la mauvaise qualité des conditions périnatales. Une large proportion de ces morts aurait pu être évitée si les enfants à risques avaient pu recevoir les médicaments adéquats.

Un libre accès aux médicaments

Les pays en développement, qui forment les 3/4 de la population mondiale, ne reçoivent qu'entre 1/4 et 1/3 des revenus créés par l'économie mondiale. Tandis que les pays développés s'efforcent de maîtriser leurs dépenses de santé, ceux en développement en sont encore à faire face aux problèmes de base, comme l'absence d'infrastructures sanitaires élémentaires, l'insuffisance par manque de fonds de la partie du budget dévolue à la santé, le coût élevé des nouveaux produits pharmaceutiques. L'accès aux médicaments est un élément stratégique central dans toute politique de santé.

La question de l'accès aux médicaments est complexe, car elle comprend de nombreux facteurs : les systèmes de distribution, le financement, l'approvisionnement et les prix. Les médicaments ne sont pas des marchandises comme les autres : leur approvisionnement, leur stockage, leur contrôle et leur distribution demandent des compétences spécifiques. L'OMS soutient toute mesure qui

renforcera l'accès aux médicaments essentiels. Le fossé qui sépare aujourd'hui les pays riches et pauvres dans cet accès constitue un gigantesque échec du marché, et nous ne réussirons à le combler qu'en établissant une large gamme de partenariats entre les gouvernements des pays en développement et industrialisés, les institutions financières et l'industrie pharmaceutique.

1,5 milliard de personnes vivent dans une pauvreté extrême dans laquelle les maintient une mauvaise santé, et n'ont pas accès à des soins efficaces. Un autre milliard, au moins, bien que dans une situation *légèrement* meilleure, n'ont pas la possibilité de recevoir les soins dont ils ont besoin, faute d'argent ou, tout simplement, de services médicaux, parfois inexistantes.

Si les compagnies pharmaceutiques ont l'obligation morale de contribuer à la solution et d'aider les pauvres à obtenir un accès durable aux médicaments à des prix abordables, il est impératif d'abaisser les protections douanières et les marges de distribution, et de faire accepter politiquement la notion de « prix équitable », en particulier pour les quelques médicaments de base récents qui sont si vitaux pour la santé.

Mais l'acceptation de ce « prix équitable » est une décision politique, dont l'initiative incombe aux gouvernements des pays industrialisés. En retour, il revient à ceux des pays en développement d'améliorer les systèmes de financement, d'importation, d'achat et de distribution afin de mettre les médicaments, les vaccins et l'équipement médical à la portée de tous.

Les stratégies et les politiques de lutte contre la pauvreté et d'accès aux soins et aux médicaments doivent être suffisamment larges pour englober l'ensemble des facteurs de santé, et être clairement axées sur la mise à la disposition de tous des services médicaux et des médicaments.

Une médecine accessible à tous

Au Brésil, par exemple, qui a compris l'importance d'une médecine accessible à tous, la Politique nationale du médicament promeut les médicaments génériques en rendant obligatoire, pour les achats

publics, l'adoption des noms génériques, et en encourageant leur prescription et leur utilisation.

La promotion des génériques peut aider à atteindre les objectifs de réforme à la fois en rendant les prix des médicaments plus abordables, en augmentant le choix des produits pharmaceutiques disponibles et en rationalisant la sélection et l'utilisation.

L'Union européenne s'est fixé trois objectifs majeurs, concernant la fixation du prix et le remboursement des médicaments, avec pour buts de contenir l'augmentation des dépenses de santé, de renforcer la compétition par une plus grande transparence du marché et par l'encouragement des génériques, et enfin de faire prendre conscience aux patients du coût réel des médicaments en les informant mieux du rapport coût/bénéfice des alternatives thérapeutiques.

L'OMS encourage depuis longtemps les politiques du médicament fondées sur la promotion de génériques à la qualité garantie, une stratégie qui s'est avérée payante pour maîtriser la consommation médicale.

Il devient de plus en plus clair que non seulement la pauvreté est cause de mauvaise santé, mais que cette mauvaise santé maintient dans la pauvreté. L'évidence a fini par s'imposer qu'investir dans la

santé est une façon mesurable et efficace de réduire la pauvreté. Si toutes les transitions économiques, sans exception, qui se sont opérées au cours des deux derniers siècles ont montré que l'amélioration de la santé entraîne un abaissement de la mortalité infantile et une augmentation de l'espérance de vie, l'accès universel aux médicaments de première nécessité et aux vaccins est lui aussi un raccourci vers cette réduction de la mortalité et vers l'amélioration de la santé pour tous, et constitue l'une des mesures les plus efficaces en matière de santé qu'un pays puisse prendre.

Nous avons pour mission commune de rendre les médicaments accessibles à tous ceux qui en ont besoin, quels que soient leurs revenus. C'est possible, si nous agissons ensemble.

Auteur : Gro Harlem Brundtland, ancien premier ministre de la Norvège, première vice-présidente de l'Internationale Socialiste et directrice générale de l'OMS.

Thématiques : [Sciences et santé](#), [Société](#), [politique](#), [Économie](#)

Rubrique : [Point de vue](#) ()